

# La polygamie et le regroupement familial au centre de la polémique

## VIOLENCES URBAINES: les antiracistes accusent la droite d'« ethniciser » la crise des banlieues

Le débat sur la polygamie a resurgi à la faveur des violences urbaines qui ont embrasé les banlieues pendant plus de deux semaines. Les déclarations faites à ce sujet par un ministre et par des élus de la majorité ont scandalisé SOSRacisme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la Ligue des droits de l'homme. « Ces responsables politiques ethnicisent une révolte révélatrice d'une faillite du modèle français d'intégration en renonçant à prendre en compte l'exclusion, la pauvreté, le chômage dans ces zones de nondroit social que sont les cités populaires », a dénoncé le MRAP, qui condamne la polygamie, mais n'accepte pas « la désignation de boucs émissaires ». Pour SOSRacisme, le fait d'établir un lien entre les violences urbaines et la polygamie témoigne d'« une grossière volonté de détourner l'opinion publique des vrais problèmes ». Dans un entretien publié par le Financial Times mercredi 16 novembre, le ministre délégué à l'emploi, Gérard Larcher, a déclaré que la polygamie, pro crite par la loi mais pratiquée par des familles originaires d'Afrique de l'Ouest, est « l'une des causes » des émeutes. Bernard Accoyer, président du groupeUMPde l'Assemblée nationale, estime que les pouvoirs publics se sont montrés « étrangement laxistes » avec la polygamie. Les jeunes délinquants les plus difficiles sont «

souvent issus de familles polygames », a renchéri Pierre Cardo, député (UMP) des Yvelines et maire de Chanteloup-les-Vignes. En 1993, le Parlement avait adopté, dans les « lois Pasqua », des dispositions visant à faire disparaître la « polygamie effective ». Depuis, les ménages polygames sont tenus de « décohabiter », c'est-à-dire que le mari ne doit vivre qu'avec une seule de ses co-épouses sous le même toit. Sinon, les titres de séjour des conjoints ne sont pas renouvelés. Ces règles se révèlent complexes à mettre en œuvre, notamment à cause de la pénurie de grands logements et de la réticence des bailleurs sociaux à reloger ces ménages. Cette attitude reflète, en fait, l'appréhension des mares et des rivières pénales contre les mariages qui font venir plus d'une épouse en France. D'après certaines associations, il y aurait 30 000 familles polygames en France. Ce chiffre est invérifiable dans la mesure où le phénomène évolue constamment. En 1995, l'Institut national des études démographiques avait publié une enquête qui retenait le chiffre de 3 500 ménages polygames en France. Elle précisait que cette pratique n'existait que chez les femmes d'ethnie africaine Mandé, qui représente moins du quart de la population africaine noire en France.

BERTRAND BISSUEL  
LIRE PAGES 11, 12 ET 24-25

## Controverses en Europe sur des vols secrets d'appareils de la CIA

Les informations selon lesquelles l'Agence centrale de renseignement (CIA) américaine aurait fait transiter en Europe des avions transportant des prisonniers « secrets » provoquent des polémiques dans plusieurs pays. En

Espagne, le socialiste José Luis Zapatero, président du gouvernement, peine à répondre aux questions posées par la presse et par les formations communiste et écologiste au sujet des vols qui ont fait escale dans ce pays, non seulement sous le gouvernement conservateur de José Maria Aznar, mais aussi depuis la victoire de la gauche en mars 2004. En Suède, le premier ministre, Göran Persson, a confirmé, mercredi 16 novembre, qu'un avion de la CIA y avait fait escale à plusieurs reprises entre 2002 et 2005. L'ambassadeur

## Saint-Gobain réussit son OPA sur l'anglais BPB

LIRE PAGE 15

Le groupe français Saint-Gobain est en passe de réussir son offre d'achat sur le groupe anglais BPB, leader mondial de la plaque de plâtre. Les conseils d'administration des deux entreprises sont parvenues à un accord, jeudi 17 novembre, sur la valeur de BPB, dont Saint-Gobain devrait contrôler la quasi-totalité du capital d'ici au 2 décembre. Cette acquisition est la plus importante jamais réalisée par le groupe français. La Bourse a salué ce succès : le cours de l'action de Saint-Gobain s'est apprécié de 2,02 % à l'ouverture, jeudi.

## PORTRAIT

LIRE PAGE 20

ISILD LE BESCO. Du court métrage La Puce (1996) au dernier film d'Emmanuelle Bercot Backstage qui vient de sortir, cette actrice de 22 ans impose un style singulier. Itinéraire d'un grand talent seule et joue à fleur de nerfs.

## La dangereuse fonte précoces des glaciers

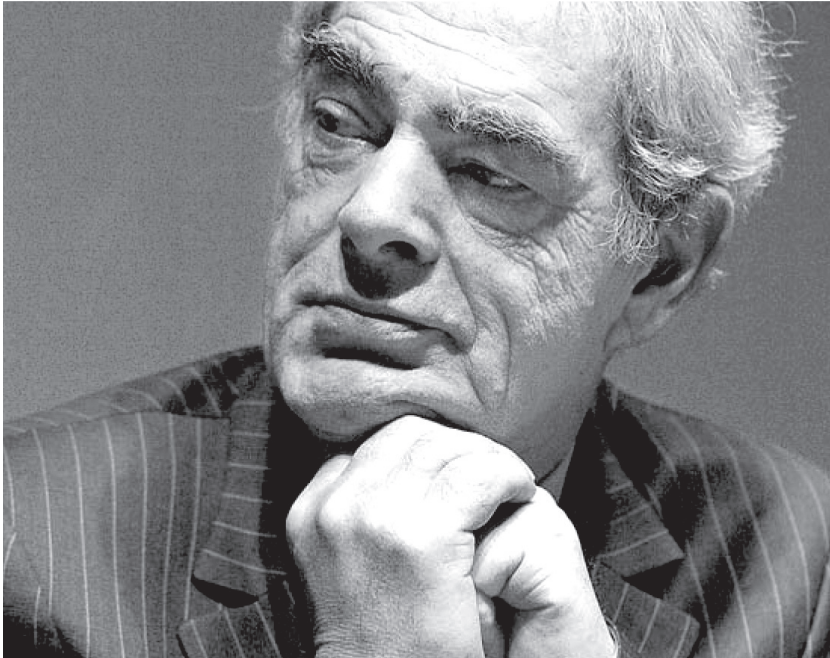
LIRE PAGE 8

Dans les prochaines décennies, la disponibilité des ressources en eau, même dans des zones aujourd'hui épargnées, devrait être sérieusement perturbée par les effets du réchauffement climatique de la planète. C'est ce qu'indique une étude publiée par Nature à la veille du sommet des Nations unies sur le climat qui se tiendra à Montréal fin novembre 2005. L'effrayante fonte des glaciers. L'eau de ces réservoirs naturels partirait à la mer avant l'été et l'automne quand les demandes en eau sont les plus fortes. En outre, le lien entre le réchauffement de la planète et la montée des risques sanitaires se confirme.

LIRE PAGE 4

des Etats-Unis a été convoqué par le gouvernement norvégien pour s'expliquer sur des opérations du même genre. En Allemagne, où une enquête est en cours sur l'itinéraire d'un ancien imam enlevé en Italie, le parquet banais vers l'Afghanistan. En Roumanie, le président Traian Basescu a indiqué au Monde qu'« aucune institution roumaine ne confirme » les affirmations d'une organisation de défense des droits de l'homme sur l'existence d'une prison secrète dans ce pays.

Henri Emmanuelli, député des Landes et codirigeant du courant Nouveau Parti socialiste, le 30 janvier à Paris. STEPHANE DE SAKUTIN/AFP



## Emmanuelli réclame des changements sérieux au Parti Socialiste

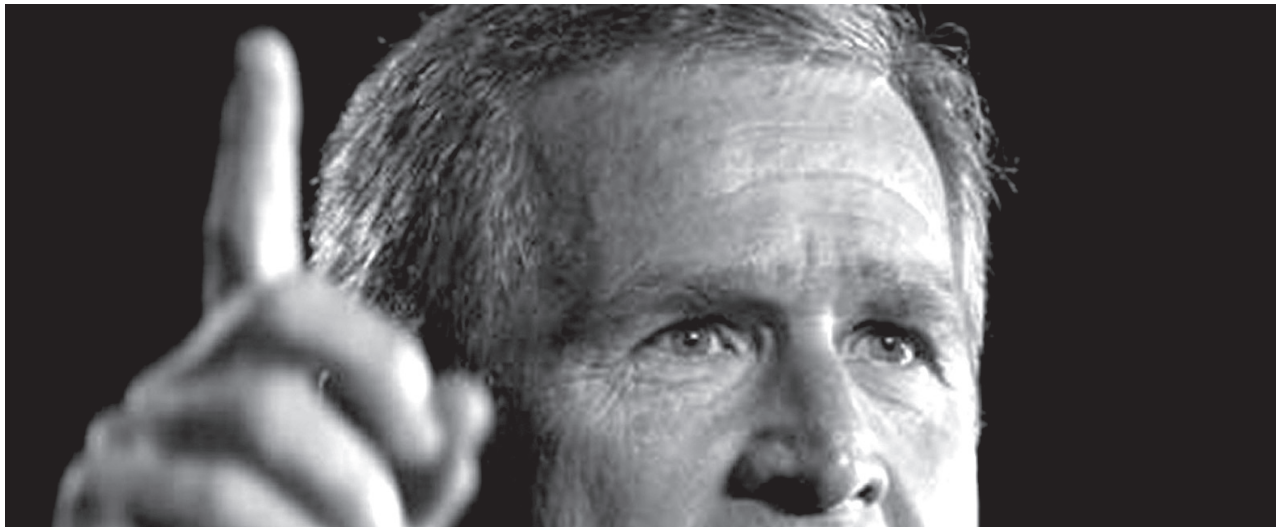
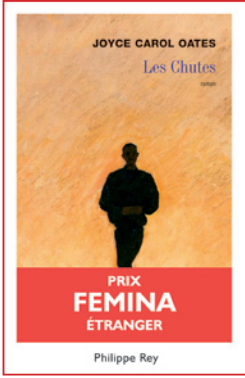
À la veille du congrès du Parti socialiste, organisé au Mans du 18 au 20 novembre, Henri Emmanuelli, l'un des responsables du courant Nouveau Parti mero. Consecte feugiam exerit accum eummodolor augiamet aliquam zzrit nit wis alisciduis doluptat. Ud doloreet laor suscilit, quis nisim ipit irit lor sit nonsent niscidunt wis aciliquatem vel dolore commy niamcorem doloreum niat. Ut lut et acil iliquisi. Il ilit eugiatum dui tetum in ut lore molent wisi. San heniatie doloborem dolore digna feu feugait, velit volore cortinis nulluptat wisi tie minis nim quat ad ming enis num eui Igna facing eratie dolor sequi blaoreet aut prat, quam niscing ercinit adit prat auguero stincing eugiamcommod te magna feugait alisl ut la corero odolorper sed eu facidunt ex enibh elendip iissim vullaor sustion vullaortin henibh elessim quatis

nonsecte tatue do ectet lan ut velessit utat. Esse feuguer at nu Igna facing eratie dolor sequi blaoreet aut prat, quam niscing ercinit adit prat auguero stincing eugiamcommod te magna feugait alisl ut la corero odolorper sed eu facidunt Igna facing eratie dolor sequi blaoreet aut prat, quam niscing ercinit adit prat auguero stincing eugiamcommod te magna feugait alisl ut la corero odolorper sed eu facidunt socialiste, estime, dans un entretien au Monde, « souhaitable », mais pas « indispensable », une synthèse avec la majorité du PS, conduite par François Hollande. Un tel rassemblement suppose, selon le député des Landes, « des changements sérieux » dans les positions et les pratiques du parti. De son côté, Henri Weber, député européen, proche de Laurent Fabius, souligne que, sur les grandes questions du temps, le PS n'est pas si divisé qu'il y paraît.

AGNA COREM  
LIRE PAGES 13 ET 22

Un monde sans émotion n'existe pas.

Rendez-vous en dernière page



## La politique de Bush placée sous surveillance

Le sénat américain a sommé le président Georges Bush, mardi 15 novembre, de présenter un plan pour « l'achèvement réussi de la mission » dans laquelle il a entraîné les Etats-Unis en Irak. Harry Reid, chef de la minorité démocrate, a qualifié cette décision, votée par 98 contre 0, de « motion de défiance sur la politique du président en Irak ». Bill Frist, chef de la majorité républicaine, a insisté, au contraire, sur le rejet de

la production démocrate initiale, qui exigeait de M. Bush un calendrier de retrait des troupes américaines d'Irak. Le sénat n'en a pas moins exprimé ses doutes président et sa volonté d'accélérer le passage de relais aux Irakiens. « Nous avons fait notre part du travail, maintenant c'est à [eux] de relever le défi ». a résumé le républicain John Warner.

PATRICK JERREAU  
LIRES PAGE 7







